

Le rapport de Transparency international sur la corruption enfonce le Maroc **Actualité Maroc**

Posté par: Visiteur

Publié le : 24-09-2008 21:23:58

Selon le dernier classement sur la corruption de Transparency international, le Maroc a perdu 8 places en passant de la 72 ème position en 2007 à la 80 ème position sur 180 pays. Une nouvelle alerte qui doit inciter le Maroc à redoubler d'efforts pour enrayer le fléau.

"Dans les pays les plus pauvres, la corruption peut être une question de vie ou de mort, par exemple quand de l'argent pour des hôpitaux ou de l'eau potable est en jeu", a mis en garde la présidente de l'ONG, Huguette Labelle, lors d'une conférence de presse mardi 23 septembre.

"La persistance des hauts niveaux de corruption et de pauvreté touchant de nombreux pays dans le monde est comparable à une catastrophe humanitaire permanente et ne saurait être tolérée", a relevé Mme Labelle.

L'indice va de 10 pour un Etat perçu comme "propre" à zéro pour un Etat perçu comme "corrompu". Pour le Maroc, globalement, les scores sont assez mauvais. La notation du Maroc est de 3,5/10 le plaçant bien à la traîne des pays arabes et de plusieurs pays d'Afrique.

Le Maroc a, encore une fois, toutes les peines du monde à se défaire de l'étiquette qui la rapproche des pays les plus corrompus de la planète.

En effet, Le niveau élevé de la corruption est important et semble s'aggraver de jour en jour. Aucun secteur ne peut prétendre y échapper, ce qui est particulièrement grave pour ceux appelés à jouer un rôle vital dans le fonctionnement de l'économie et la satisfaction des besoins des citoyens : justice, santé, services publics et police.

La multiplication des cas révélés de corruption, les exemples de dilapidation des biens publics publiés par la presse auxquels aucune suite n'est donnée, la banalisation de ces cas, les différentes affaires, l'argent circulant lors des échéances politiques importantes sont autant de signaux qui renforcent ce constat alarmant.

Le constat de cette évolution négative est partagé par l'opinion publique nationale. Les opérateurs économiques comme la presse signalent régulièrement les abus de position, les excès de pouvoirs, les conflits d'intérêts, les malversations et les détournements sans que cela suscite de réactions de la part des responsables.

Sachant que l'éradication de ce mal requiert une forte volonté politique et l'engagement ferme des responsables pour mettre un terme à l'impunité et la neutralisation des interférences du politique dans les affaires de corruption.

La création de l'Instance centrale pour la prévention de la corruption, présidée par Abdesselam Abouddrar, qui vient d'être nommé par SM le Roi Mohammed VI, vise la moralisation de la vie

publique, la protection des deniers publics et la lutte contre la corruption au Maroc.

En guise de conclusion, l'engagement du gouvernement et de la société, à combattre la corruption doit se traduire par des mesures concrètes destinées à mettre en place progressivement un Système National d'Intégrité.

La politique globale et cohérente qui devra être menée dans cette perspective doit être rendue publique, de manière à susciter l'adhésion et l'engagement des citoyens.

Abderrahim Lakhail
Menara